

Approvisionnements d'énergie—Loi

Il voulait savoir pourquoi nous n'avions pas mieux protégé notre pays contre l'assimilation. J'ai pu lui dire que nous l'avions bien fait. Il n'était pas au courant. Je lui ai dit que, parce que nous avions deux langues officielles et une magnifique culture au Québec qui était unique et différente, ces facteurs en soi constituaient une protection contre l'assimilation par nos gentils voisins des États-Unis. Je lui ai dit que même si nous étions exposés à la télévision, aux revues, à la radio, et aux journaux américains, il était impossible que cette grande culture disparaisse et, comme Toynbee l'a dit un jour, ce sera la dernière, avec les Chinois, à rester sur la terre. Monsieur l'Orateur, il est impossible que la culture française disparaisse ou soit assimilée à cause de notre voisinage avec les États-Unis et cela ne doit pas être car ce serait non seulement une perte pour le Québec, mais pour tout le Canada. C'est une protection contre notre assimilation par l'élément anglophone des États-Unis.

J'ai pu expliquer à ce Canadien naturalisé de fraîche date que nous avions tendance à souffrir d'un complexe d'infériorité et que nous progressions très lentement. D'autres députés ont fait des remarques à ce sujet. Toutefois, le fait que nous ayons prévu des lois qui empêchent de vendre nos journaux et nos revues à des non-Canadiens revêt une grande importance. J'ai dit que nous avions fait en sorte qu'il soit impossible que la radio et la télévision soient contrôlées par des intérêts étrangers pas plus que les banques, les compagnies de prêts et les autres institutions financières. Donc, monsieur l'Orateur, nous nous sommes protégés lentement, mais sûrement. Nous avons protégé notre identité canadienne. Maintenant les gens des autres pays regardent le Canada avec beaucoup d'envie et de respect.

L'autre soir, il y avait un article dans le *Globe* ou le *Star* de Montréal au sujet de Canadiens qui avaient quitté le pays il y a dix ou quinze ans et qui y sont revenus pour une visite. Ils se sont dits étonnés de constater la maturité du pays et la joie de vivre non seulement à Montréal, mais aussi à Toronto, cela grâce aux néo-Canadiens qui ont mis de l'animation dans une ville autrefois bien morne.

Tout cela dit, monsieur l'Orateur, je crois qu'en tant que politiciens, nous avons tendance à oublier et sous-estimer l'intelligence du Canadien moyen, non pas nécessairement de l'homme qui fréquente les bars, mais de celui qui pêche d'un doris dans les provinces de l'Atlantique ou à Terre-Neuve, de celui qui travaille dans les mines de charbon du Cap Breton, du Canadien français qui travaille en forêt, du métallurgiste de Blairmore, de celui qui extrait le charbon en Alberta; ils se rendent tous compte que nous sommes là et qu'il se pose un problème. Apparemment, il leur en faut un peu plus pour les inquiéter que les problèmes dont nous discutons à la Chambre des communes. Nous avons tendance à oublier que tout ce que nous considérons être une crise ne l'est pas à 15 milles ou 15 minutes de la Chambre des communes. Nous devenons très bruyants et amers dans nos échanges de vues et de temps à autre les Canadiens s'arrêtent pour observer la Chambre des communes et se demandent si les questions essentielles nous préoccupent ou non.

C'est exactement ce qui arrive en ce qui concerne cette question de l'énergie. Les habitants des provinces de l'Atlantique sont inquiets et se demandent s'ils ne manqueront pas de pétrole cet hiver si la saison se prolonge ou si des événements sur lesquels nous ne pourrions rien, comme l'intensification de la guerre au Moyen-Orient, allaient se produire. Voilà l'objet réel de ce bill de répartition. Ceci est également vrai pour les Québécois. Il y a ensuite ceux

qui sont le plus durement frappés, les gagne-petit et les déshérités qui s'inquiètent du prix du pétrole même quand il y en a. De nous, à Ottawa, ils attendent une direction.

Que le NPD appuie ou non notre politique, je puis affirmer que des élections mettant en cause la question de l'énergie, en février, ne nous auraient pas inquiétés. Il n'y aurait pas de meilleure occasion pour un gouvernement d'en appeler au peuple que de pouvoir lui dire: «Une majorité à la Chambre nous a forcés à faire des élections en raison de la crise énergétique»; parce qu'en fait les Canadiens diraient simplement: «Pourquoi n'êtes-vous pas au Parlement à vous occuper de notre problème, au lieu de courir le pays et d'essayer de vous faire réélire? Cette élection n'aurait pas été un problème même si des milliers de gens avaient été privés d'exercer leur droit électoral à cause de la tempête ou de la neige. Peu importe que le Nouveau parti démocratique l'ait appuyée ou non parce que «sur le plan de la planification» et sur le plan politique, cela aurait été un grand avantage pour le parti libéral de dire qu'il avait été forcé d'en appeler au peuple au lieu de demeurer à la Chambre des communes et de s'acquitter de la tâche pour laquelle il a été élu il y a quelques mois—c'est-à-dire de s'occuper des droits et des problèmes non seulement des gens de l'ouest ou du Québec, mais de tous les Canadiens.

● (1650)

Nous pensons que les Canadiens ne se soucient pas trop de la constitution; en fait, rares sont ceux qui la lisent. Tout ce qu'ils savent c'est que quelque chose ne va pas en matière d'énergie en ce moment, qu'il y a pénurie, et ils veulent savoir s'ils auront de quoi se chauffer cet hiver et s'ils pourront le payer. C'est la question fondamentale dont la Chambre est saisie. D'aucuns pourront demander ce que cela vient faire dans l'unité nationale. Monsieur l'Orateur, il me semble que depuis dix ans nous avons soutenu une lutte à la Chambre des communes qui a été préjudiciable à une vraie unité nationale.

Je l'ai déjà dit, nous sommes différents des Américains mais nous ne sommes pas anti-américains. Je ne pense pas qu'il y ait quelqu'un ici même qui voudrait avoir d'autres que les Américains comme voisins malgré leurs défauts. Cela ne veut pas dire que nous voulons être des Américains, et être pro-canadien ne signifie pas nécessairement être anti-américain ou anti-n'importe-qui. Nous avons notre propre identité. Nous avons un pays qui dans un sens est mal orienté, d'ouest en est plutôt que du nord au sud. Nous avons les problèmes inhérents à un vaste territoire qui s'étend sur trois ou quatre mille milles, nous accusons des disparités régionales et des diversités culturelles. Ici, le problème des transports est aussi omniprésent qu'en Russie. Mais fondamentalement—et sans doute cela confond les politicologues du monde entier—nous demeurons ensemble.

Les gens qui habitent notre pays ont quelque chose d'unique et nous voulons le conserver. Personne plus que les Québécois ne veut rester au Canada et ils l'ont déclaré sans équivoque à la Chambre des communes et dans une élection provinciale qui a été presque un référendum. Ils disent que si pour demeurer au Canada ils doivent être un peu plus tolérants, un peu plus patients à l'égard de l'égalité dans la Fonction publique, de l'égalité de langue, de l'égalité devant les occasions d'emploi, s'ils doivent attendre encore un peu pour que le reste du pays comprenne qu'ils ne demandent rien de particulier mais l'égalité dans